

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 10 février 2020

Lycées occupés par les flics, jeunes gazés, profs menacés *Après nous, nos enfants ?*

Macron a appelé ses troupes à faire preuve « d'humanité »... suite à la bourde de la ministre du Travail, qui avait refusé de voter l'allongement à 12 jours du congé parental en cas de décès d'un enfant. Mais ne vous y trompez pas... L'« humanité » de Macron, c'est pour la frime.

Un bac Blanquer... à la sauce Castaner !

Pour un simple départ de feu dans une poubelle lors d'un rassemblement devant leur lycée, 4 lycéens se sont retrouvés en garde à vue toute la nuit, avant d'être déférés au parquet de Paris. Dans les lycées comme ailleurs, le gouvernement, ministre Blanquer en tête, tente de faire passer en force une réforme dont personne ne veut : professeurs comme élèves dénoncent depuis des semaines le flou total dans lequel se déroulent les épreuves du nouveau bac et le stress que cela engendre.

Partout, les manifestants sont unanimes : la colère est forte contre ces épreuves, mais aussi contre l'état de l'éducation, où la suppression de postes et le manque de moyens dégradent les conditions d'étude et augmentent les inégalités.

Alors, la réponse du gouvernement, c'est « l'humanité » en actes. Au lycée Guist'hau de Nantes, les élèves ont été gazés à bout portant. De même à Bordeaux, à Rennes, au Mans ou en Seine-Saint-Denis, où les épreuves se sont tenues parce que les policiers jouaient aux cow-boys dans les couloirs du lycée. Ministre et recteurs se sont déchaînés, produisant des circulaires menaçantes, exigeant des chefs d'établissement qu'ils sanctionnent à tour de bras, qu'ils ponctionnent les salaires des profs, quitte à être dans l'illégalité, qu'ils menacent les élèves d'un zéro à une épreuve comptant pour 30 % de la note du bac pour les lycéens... Certains directeurs d'établissement s'y sont complaisamment prêtés, croyant sans doute qu'ils dirigent une prison et non un lycée... D'ailleurs, dans certains établissements, à Bordeaux, à Aiguillon, les lycéens ont été confinés, enfermés, grilles cadenassées, alarmes incendies désactivées par ces proviseurs trop zélés.

Au point que Rodrigo Arenas, le président de la FCPE, la principale fédération de parents d'élèves, dénonce la criminalisation des élèves protestataires

« punis parce qu'ils se rebellent... c'est délirant », conclut-il.

Malgré tout cela, les épreuves ont été perturbées dans 660 établissements, et dans plus de 200 les épreuves ont même dû être reportées ou annulées. « Là où personne ne crée de désordre, les choses se passent tout à fait normalement » a fini par déclarer Blanquer le 5 février. Sauf qu'à force de tirer sur la corde, le désordre se généralise.

Une brèche dans le mur du mépris ?

Blanquer & Co ont beau dire que les épreuves se déroulent correctement dans l'ensemble, la situation est telle qu'il vient d'annoncer qu'il allait organiser différemment les prochaines épreuves. Ce recul, on le doit à la mobilisation qui a mis sur le devant de la scène le mépris d'une hiérarchie pour ses agents et la volonté d'en découdre collectivement. De quoi donner confiance pour continuer la lutte contre la réforme des retraites.

Le gouvernement n'en a pas fini avec la contestation. En témoignent les avocats, les éboueurs de Paris et Marseille, les agents d'Enedis, ceux des centrales nucléaires, et tous les manifestants qui ont participé à la journée du 6 février, faisant remonter les chiffres des manifestations. Avec tous ces foyers de contestation, nous pouvons encore donner des sueurs froides au gouvernement !



Marre des opérations pièces jaunes de la direction !

Le 25 février, la direction va annoncer le montant de la prime d'intéressement/participation, supplément à l'intéressement et de la prime « Gilet jaune ».

On a tous besoin d'argent d'autant que c'est le fruit de notre travail à l'usine. Mais on n'est pas dupe, ce dont on a besoin c'est surtout d'une vraie augmentation générale des salaires : au moins 400 € mensuels en plus pour rattraper la baisse de notre pouvoir d'achat. Avec une vraie augmentation générale, on est sûr de la conserver chaque année et, contrairement aux primes, ça compte pour la retraite. C'est ça qu'il faudra lui arracher !

PSA roule sur l'or... et sur les budgets des salariés

Tout va bien pour PSA : 2 milliards de profits en 6 mois (2,8 milliards en 2018 et 1,7 milliard en 2017) avec un PDG à 21 000 € par jour. Rachat d'Opel en 2017 pour 2,2 milliards et fusion avec Fiat-Chrysler en 2020, pour encore plusieurs milliards. Il y a 7 ans, la direction nous a expliqué qu'il fallait bloquer les salaires parce que le groupe était en difficulté. C'était déjà un mensonge à l'époque, et maintenant le prétexte pour ne pas nous augmenter, c'est quoi ? Que PSA manque encore d'argent ?

Guerre psychologique tous azimuts

La semaine dernière, la direction a fait distribuer des formulaires de souhaits de mission pour d'autres sites PSA à tous les salariés de l'usine. Même les salariés « en tension » en ont reçus, pourtant ils ne peuvent même pas prendre le plan de départ, étant considérés comme indispensables à Poissy. Par ailleurs, certaines usines refusent déjà des candidatures.

L'objectif de la direction est de faire son cinéma habituel : ça fait un an qu'il y a soi-disant 500 salariés en trop dans l'usine. Les mois passent, le chiffre ne change pas malgré les centaines de départs !

La direction veut nous faire croire qu'on serait de trop et nous forcer à tout accepter en se faisant surexploiter. Mais on n'a pas à tout endurer ! Notre avenir c'est de nous battre, tous ensemble pour nos postes et nos conditions de travail.

Grandes manœuvres et cafouillages

La direction nous a bien gavés au Montage pour passer à une équipe. Maintenant elle se rend compte que ça ne marche pas avec les autres secteurs restés en 2 équipes. Au Ferrage et à la Peinture, l'équipe 22 ne produit que 3 ou 4 heures ou alors au compte goutte par ce que le Montage ne tourne pas. Même la Retouche Montage est restée en deux équipes, à cause des défauts qui s'accumulent. Face à un tel bilan, la direction évoque la possibilité de repasser en 2 équipes dès septembre ou octobre.

Alors à quoi ça aura servi ? À faire dégager les ouvriers par centaines, et les remplacer par des intérimaires pour le lancement de l'Opel !

Gonogo ou la planète des pingres

Au Montage B2, les postes sont surchargés, il en manque partout. Par exemple MV1, le Poste 29 Gonogo est intenable... La direction force les collègues à dégager pour surcharger ceux qui restent. C'est pourtant simple le « Gonogo » : soit ça passe et on valide (Go) soit ça passe pas et alors il faut tout arrêter (No go). Si la direction voulait que ça passe, il faudrait créer des postes et embaucher d'urgence !

PSA bien motivé pour nous pourrir la vie

Fin janvier, la majorité des syndicats signait un accord avec PSA. 15 groupes de travail et 18 mois de réflexions pour « apporter de la sérénité aux salariés et (...) offrir des conditions de travail propices au bien-être ». 32 mesures pour « la motivation au travail ». Parmi elles, des étirements ou encore du blabla type « travailler autrement, travailler au présent »... Le présent, il aurait surtout besoin du maintien des cars privés PSA, d'augmentations générales et de postes supplémentaires adaptés.

La valse des chefs continue

Encore un ancien directeur, Gilles Le Borgne, parti officiellement pour « raisons personnelles », qui n'a pas mis longtemps à se recaser... chez Renault où il prend la direction de l'ingénierie.

Les transferts de cadres dirigeants d'un groupe à l'autre sont monnaie courante. C'est vrai que chacun de ces mercenaires a ses lettres de noblesses : plans de suppressions de postes, accroissement de la charge de travail, magouilles en tout genre...

Ils sont vraiment gonflés

Les ouvriers de l'usine Michelin de La Roche-Sur-Yon (qui ferme fin 2020) ont cru à une mauvaise blague. En plus de perdre leur boulot, la boîte leur a demandé de rendre ou rembourser leurs pneus de voiture personnelle achetés via l'offre réservée aux salariés, soit quatre pneus pour le prix d'un. Face à l'indignation, la direction a finalement vite fait marche arrière. Avec 190 millions de pneus fabriqués et 1,7 milliards de bénéfices par an, que les patrons s'estiment heureux qu'on ne leur crève pas leurs pneus ou encore autre chose.

Israël/Palestine : la paix selon Trump et Macron

Le 28 janvier, Trump a osé appeler « plan de paix » son projet qui s'aligne sur toutes les demandes de la droite et de l'extrême droite israéliennes. Et Macron suit. Au menu : l'annexion de tout Jérusalem et d'une large partie de la Cisjordanie à l'État d'Israël. D'un État palestinien, il ne resterait qu'une promesse soumise à des conditions colonialistes, sur un territoire limité et complètement morcelé.

Un vrai plan de paix il n'y en aura que lorsque les travailleurs israéliens et palestiniens s'uniront contre leurs dirigeants... et les nôtres !